

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES SIX MOIS

TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2018

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. État de la situation financière et dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Gestion intégrée des risques.....	6
F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	7
Déclaration de responsabilité de la direction.....	8
État de la situation financière.....	9
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	10
État de la variation des actifs financiers nets.....	11
État des flux de trésorerie.....	12
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	13

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2018

Les résultats financiers pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018 ont résulté en un excédent de 11,4 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires y compris un montant de 11,7 millions de dollars représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres écarts qui se compensent comprennent un revenu non récurrent provenant d'une compensation de 2,1 millions de dollars reçus de SPAC pour un terrain transféré à la CCN. Ce surplus est contrebalancé par une perte sur cession d'immobilisations corporelles de 1,0 million de dollars et par des augmentations combinées de 1,1 million de dollars en salaires et avantages sociaux et en paiements tenant lieu d'impôts fonciers. Les revenus récurrents sont légèrement au-dessus du budget et les dépenses d'exploitation récurrentes sont conformes au budget. Les investissements en immobilisations sont plus bas que prévus.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont diminué de 2,8 millions de dollars, ou 11,8 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- Une diminution des recouvrements de 5,1 millions de dollars, ou 74,3 p. 100 pour atteindre 1,8 million de dollars, principalement en raison du financement non récurrent enregistré pour le Monument national de l'Holocauste et d'autres projets des résidences officielles au cours de l'année précédente;
- Les commandites monétaires ont légèrement diminué pour atteindre 0,1 million de dollars.

Partiellement compensés par :

- Une augmentation des opérations de location et servitudes de 0,7 million de dollars, ou 5,6 p. 100 pour atteindre 12,3 millions de dollars;
- Une augmentation des revenus d'intérêts de 0,3 million de dollars, ou 35,9 p. 100 pour atteindre 1,2 million de dollars;
- Une augmentation de la sous-location du siège social de 0,1 million de dollars, ou 10,3 p. 100 pour atteindre 1,3 million de dollars;
- Une augmentation des frais d'accès aux usagers de 0,1 million de dollars, ou 7,3 p. 100 pour atteindre 1,8 million de dollars;
- Une augmentation des revenus d'autres sources de 1,2 million de dollars, ou 71,2 p. 100 pour atteindre 2,6 millions de dollars, principalement en raison d'une compensation de 2,1 millions reçue de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un terrain transféré à la CCN, entièrement comptabilisée au cours du premier trimestre de 2018-2019.

Les charges d'exploitation ont diminué de 1,9 million de dollars, ou 2,9 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a diminué de 2,7 millions de dollars, ou 5,6 p. 100, pour atteindre 45,2 millions de dollars. La diminution est principalement en raison de projets de monument commémoratif et de réhabilitation au cours de l'année précédente, partiellement compensée par une augmentation de la dépense d'amortissement et une perte sur la cession d'immobilisations corporelles;
- Planification à long terme a augmenté de 0,2 million de dollars, ou 11,4 p. 100, pour atteindre 2,2 millions de dollars;
- Les services internes ont augmenté de 0,6 million de dollars, ou 3,6 p. 100, pour atteindre 16,6 millions de dollars, principalement en raison d'une augmentation des honoraires professionnels.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 9,8 millions de dollars, ou 22,0 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

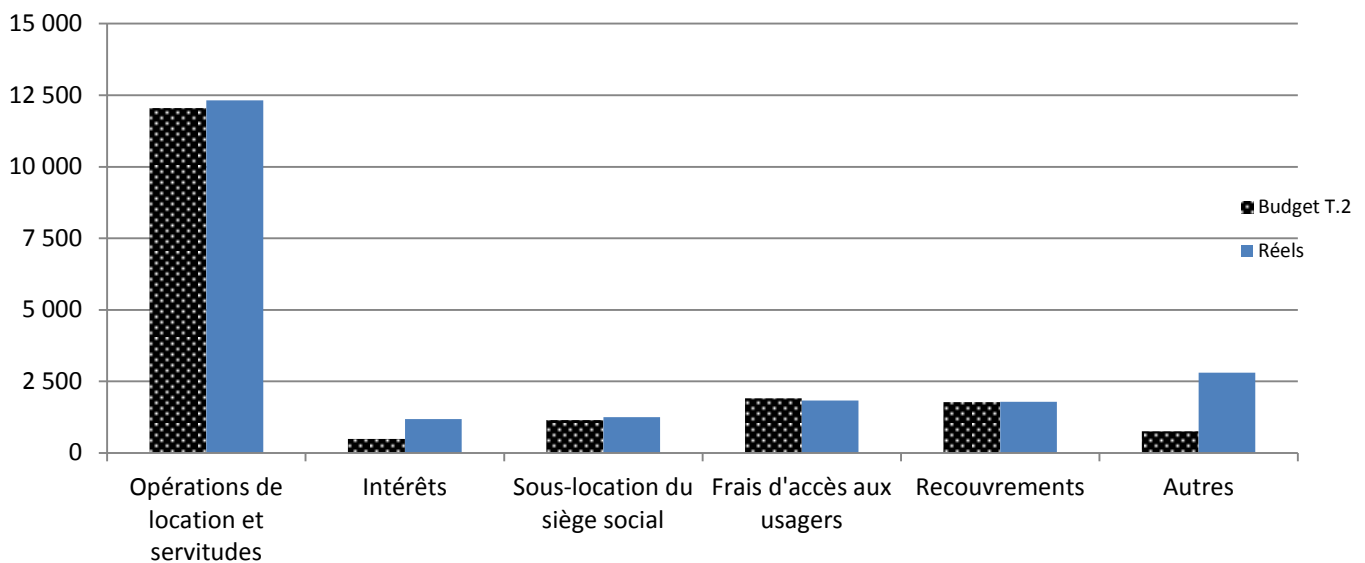
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 1,3 million de dollars, ou 4,2 p. 100, pour atteindre 32,9 millions de dollars;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 8,5 millions de dollars, ou 66,0 p. 100, pour atteindre 21,3 millions de dollars en raison du financement additionnel reçu dans le cadre du budget 2018 en appui aux travaux de réparation et d'entretien essentiels au portefeuille d'immobilisations de la CCN.

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2018-2019 comprend des éléments exceptionnels tels que la compensation reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN, des recouvrements et contributions liés à différents projets et commémorations, représentant 3,1 millions de dollars comptabilisés à la fin du deuxième trimestre, ou 100,4 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 18,1 millions de dollars ou 54,3 p. 100 du budget annuel au 30 septembre 2018.

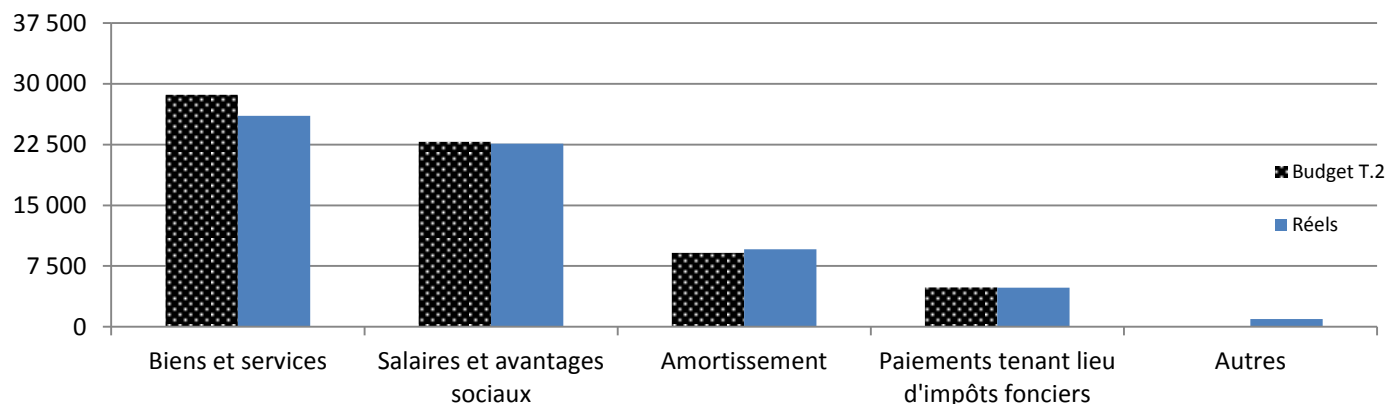
Le tableau suivant fournit les détails des revenus du deuxième trimestre comparativement au budget de 18,1 millions de dollars. Les écarts les plus significatifs sont les autres revenus qui sont supérieurs au budget en raison de la compensation non planifiée reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN. La sous-location du siège social et les intérêts sont également plus élevés que le budget.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit le détail des charges d'exploitation de 64,0 millions de dollars comparativement au budget de 65,5 millions de dollars. Les écarts sont principalement attribuables au calendrier des dépenses tels que : les délais dans les dépenses en biens et services relatifs à la construction d'un monument commémoratif (1,2 million), aux projets en fonctionnement financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (1,0 million) et des dépenses inférieures que prévues pour le projet de vision à long terme des Plaines LeBreton (0,4 million), contrebalancé par une perte sur cession d'immobilisations corporelles de 1,0 million. De plus, les salaires affichent un surplus de 0,2 million de dollars par rapport au budget en raison de postes vacants, ainsi que d'autres surplus combinés en biens et services de 0,9 million à ce jour principalement en raison de retards par rapport au calendrier de dépenses des projets en fonctionnement.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 54,2 millions de dollars, ou 50,0 p. 100 de son financement en appropriations prévu pour la période terminée le 30 septembre 2018. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ci-dessous démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision-mars 2019
Crédits pour les charges d'exploitation	68 117	32 924	48.3%	-	35 193
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	3 039	3 039
<i>sous-total</i>	68 117	32 924	48.3%	3 039	38 232
Crédits pour les immobilisations corporelles	40 312	21 310	52.9%	-	19 002
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	40 312	21 310	52.9%	-	19 002
Total	108 429	54 234	50.0%	3 039	57 234

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 septembre 2018 (note 8).

D. État de la situation financière et dépenses d'immobilisations corporelles

Les actifs financiers totaux s'élevèrent à 177,0 millions de dollars au 30 septembre 2018, soit une augmentation de 11,7 millions ou 7 p. 100 par rapport à 165,3 millions au 31 mars 2018, principalement en raison de l'augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie résultant des différences temporaires dans la livraison de projets.

Les passifs s'établissent à 178,5 millions de dollars au 30 septembre 2018, soit une augmentation de 15,7 millions ou 10 p. 100 par rapport à 162,8 millions au 31 mars 2018, principalement en raison de l'augmentation de 13,4 millions de la provision pour nettoyage environnemental dû à la révision des coûts de nettoyage prévus, le reste de la variance de 2,3 millions de dollars est principalement attribuable à une augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Les actifs non financiers se sont chiffrés à 660,9 millions de dollars au 30 septembre 2018, une augmentation de 15,5 millions ou 2 p. 100 par rapport à 645,4 millions au 31 mars 2018, surtout en raison d'ajustements aux coûts des terrains liés à la provision pour nettoyage environnemental.

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars)	Réels
Routes et ponts	1 162
Propriétés historiques	3 567
Propriétés locatives	3 367
Mise en valeur de propriétés	20
Actifs verts	1 319
Autres projets Principalement les frais de gestion de projets	1 761
Équipements	278
Acquisitions de bien-fonds Provenant de fonds ségrégués du Fonds d'acquisition et d'aliénation	729
Total réels T.2 2018-2019	12 203
Total réels T.2 2017-2018	14 325
Variance	(2 122)
Budget 2018-2019	53 868
% atteint	23%

E. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre de gestion intégrée des risques pour repérer, gérer et atténuer les risques auxquels elle est confrontée. La société d'État applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. En outre, elle l'incorpore dans son cycle de planification et de production de rapports par le truchement d'un exercice d'établissement d'un profil qui aide à cerner les principaux risques d'entreprise et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Les principaux risques opérationnels et d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, tandis que des rapports trimestriels rendent compte au conseil d'administration des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN repère en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour l'application des stratégies d'atténuation nécessaires et de demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2018-2019 à 2022-2023, trois grandes catégories de risques d'entreprise ont été ciblées : la capacité, la réputation et l'influence, la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité ont un rapport avec l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour qu'elle soit résiliente face à un milieu opérationnel en évolution et qu'elle réalise ses activités et gère ses biens efficacement. Afin d'atténuer le risque lié à la capacité financière — lequel est lié au déficit d'entretien des actifs ciblé dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG —, la CCN a fait l'examen de ses actifs et de son financement. Elle a notamment élaboré un plan de réfection à long terme qui visait à restaurer ses actifs et à les maintenir en bon état. En 2017, la CCN a travaillé avec d'autres entités gouvernementales dans le but de recevoir des fonds publics additionnels pour la restauration et l'entretien des actifs. Ces efforts ont mené à l'obtention d'un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans dans le budget de 2018 pour réhabiliter les actifs de la CCN. De plus, la société d'État s'est concentrée sur l'optimisation des processus opérationnels et l'élaboration de stratégies visant à attirer, gérer et conserver une main-d'œuvre talentueuse. À l'interne, la CCN poursuit un dialogue plus systématique qui favorise la collaboration et l'intégration des directions, avec pour objectif de tirer profit d'occasions d'accroître l'efficacité.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence se rapportent à l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus. Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et sensibilise à la valeur qu'elle ajoute à la région de la capitale. En 2017-2018, la CCN a poursuivi la mise en œuvre de son plan de communication intégrée, lequel préconise une approche proactive pour mobiliser les partenaires et mieux faire connaître les politiques et les processus liés à ses fonctions de réglementation. Elle a également participé à des projets très en vue dans la région de la capitale nationale, comme les voies cyclables de l'avenue Mackenzie, le réseau de train léger sur rail de la Ville d'Ottawa, le réaménagement des plaines LeBreton et les projets de promotion touristique dans le parc de la Gatineau et ses environs.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité se rapportent à la détérioration de l'état des actifs de la CCN à cause du report de l'entretien et du renouvellement, ce qui est susceptible d'engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce sujet de préoccupation a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG. Au cours de l'exercice 2017-2018, les mesures de réaction aux risques comprennent l'analyse de chaque actif pour déterminer les ressources nécessaires à l'entretien d'infrastructures sécuritaires, durables et résilientes. Cette analyse a établi les travaux qui doivent être faits sur les actifs de la CCN ayant grand besoin de réparations en se servant des fonds annoncés dans le budget de 2018. Dans le cadre de ses activités quotidiennes, la CCN inspecte régulièrement ses terrains et ses actifs et s'assure que ses plans, politiques et procédures de sécurité sont à jour.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels au portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. L'attribution de ces fonds permettra à la société d'État de commencer à s'occuper des besoins d'entretien d'actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

Aucun autre changement important n'est survenu lors des six mois se terminant le 30 septembre 2018 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Mark Kristmanson, Ph.D.

Le directeur général, Services généraux et
Chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 23 novembre 2018

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

30 septembre 2018 31 mars 2018

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	70 146	55 941
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail (note 4)	64 574	63 975
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	2 673	5 298
Autres	5 319	5 944
Placements (note 3)	34 239	34 136
	176 951	165 294

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	1 855	1 031
Autres	19 769	18 800
Train léger sur rail (note 4)	59 784	59 608
Provision pour nettoyage environnemental	63 345	49 884
Revenus reportés (note 5)	16 076	16 251
Avantages sociaux futurs	9 412	9 596
Autres passifs	8 280	7 639
	178 521	162 809

ACTIFS (PASSIFS) FINANCIERS NETS

(1 570) 2 485

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	655 486	640 575
Frais payés d'avance	3 945	3 623
Autres actifs non financiers	1 478	1 217
	660 909	645 415

EXCÉDENT ACCUMULÉ

659 339 647 900

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
		30 septembre 2018	30 septembre 2017	30 septembre 2018	30 septembre 2017
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	24 075	6 278	5 906	12 325	11 672
Intérêts	1 312	626	459	1 185	872
Commandites monétaires	-	-	105	102	196
Sous-location du siège social	2 277	570	569	1 256	1 139
Frais d'accès aux usagers	3 531	901	980	1 829	1 704
Recouvrements	3 390	1 127	4 424	1 786	6 947
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	131	-
Autres revenus	1 815	180	429	2 575	1 504
	36 400	9 682	12 872	21 189	24 034
CHARGES (note 7)					
Planification à long terme	5 794	1 068	972	2 156	1 935
Intendance et protection	89 612	22 628	24 868	45 179	47 880
Services internes	36 214	8 276	7 779	16 649	16 075
	131 620	31 972	33 619	63 984	65 890
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(95 220)	(22 290)	(20 747)	(42 795)	(41 856)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	68 117	16 935	15 717	32 924	31 606
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	40 312	14 050	9 087	21 310	12 840
	108 429	30 985	24 804	54 234	44 446
Excédent de la période	13 209	8 695	4 057	11 439	2 590
Excédent accumulé au début de la période	639 560	650 644	640 583	647 900	642 050
Excédent accumulé à la fin de la période	652 769	659 339	644 640	659 339	644 640

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
		2018	2017	2018	2017
Excédent de la période	13 209	8 695	4 057	11 439	2 590
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(47 217)	(20 715)	(6 372)	(25 694)	(14 405)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	18 937	4 787	4 474	9 568	8 947
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	(131)	-
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	60	4	957	4
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	481	-
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(46)	-	(92)	-
	(28 280)	(15 914)	(1 894)	(14 911)	(5 454)
Variation des frais payés d'avance	-	2 218	1 990	(322)	(241)
Variation des autres actifs non financiers	177	44	45	(261)	89
	177	2 262	2 035	(583)	(152)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(14 894)	(4 957)	4 198	(4 055)	(3 016)
Actifs financiers nets au début de la période	(6 761)	3 387	3 813	2 485	11 027
Actifs (passifs) financiers nets à la fin de la période	(21 655)	(1 570)	8 011	(1 570)	8 011

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	16 935	15 718	33 700	32 103
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 585	4 757	10 791	10 038
Rentrées de fonds provenant des autres activités	2 407	5 065	10 902	10 033
Paievements aux fournisseurs	(10 052)	(17 371)	(28 129)	(35 060)
Paievements aux employés	(10 405)	(9 461)	(21 867)	(21 764)
Intérêts reçus	456	362	1 139	985
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(185)	(550)	(264)	(658)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	4 741	(1 480)	6 272	(4 323)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles	14 050	9 087	21 310	13 230
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(7 005)	(7 519)	(13 162)	(14 489)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	1	131	1
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(52)	(57)	(70)	(61)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement en immobilisations	6 993	1 512	8 209	(1 319)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT				
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	320	204	599	361
Acquisition de placements	(103)	(445)	(276)	(445)
Encaissement de placements	-	542	-	542
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	217	301	323	458
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	11 951	333	14 804	(5 184)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	122 769	140 129	119 916	145 646
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	134 720	140 462	134 720	140 462
Représentés par :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70 146	76 996	70 146	76 996
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail	64 574	63 466	64 574	63 466
	134 720	140 462	134 720	140 462

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive à compter de 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2018.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers ainsi que les passifs. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, les échanges de terrain non réglés, les provisions pour nettoyage environnemental, les avantages

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2018-2019, présentées dans le *Plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 septembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 70,1 millions de dollars (55,9 millions au 31 mars 2018) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,9 p. 100 (1,5 p. 100 au 31 mars 2018).

B. PLACEMENTS

Au 30 septembre 2018, les placements de portefeuille à court terme incluent un certificat de placement garanti totalisant 15,0 millions de dollars (15,0 millions au 31 mars 2018) à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,3 p.100 et d'une durée de 12 mois (2,3 p.100 au 31 mars 2018).

Au 30 septembre 2018, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,2 millions de dollars (19,1 millions au 31 mars 2018) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2018).

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Coût	Cours du marché	Coût	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 239	19 479	19 136	19 631
Certificat de placement garanti	15 000	15 000	15 000	15 000
	34 239	34 479	34 136	34 631

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 septembre 2018, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 33,3 millions de dollars (33,3 millions au 31 mars 2018) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente le solde des sommes reçues au 30 septembre 2018, ainsi que les intérêts gagnés pour la période. Des intérêts de 0,6 million de dollars (0,4 million au 30 septembre 2017) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » et le poste de passifs « Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

	31 mars 2018	Intérêts	30 septembre 2018
Dépôt de garantie	52 230	489	52 719
Dépôt d'exécution	11 745	110	11 855
Total	63 975	599	64 574

Au 30 septembre 2018, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,6 million de dollars (0,4 million au 30 septembre 2017) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée se terminant en 2018-2019. Le poste de passif « Train léger sur rail » totalise 59,8 millions de dollars (59,6 millions au 31 mars 2018).

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Revenus de location reportés	6 736	7 262
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	5 015	5 676
Autres revenus reportés	4 325	3 313
	16 076	16 251

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,2 million de dollars (0,2 million au 30 septembre 2017) ont été constatés aux résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 septembre 2018	31 mars 2018
Terrains ¹	310 348	14 059	1 208	323 199	-	-	-	-	323 199	310 348
Immeubles et infrastructures ²	787 760	10 019	7	797 772	466 680	8 695	-	475 375	322 397	321 080
Améliorations locatives	13 537	1 300	-	14 837	10 154	216	-	10 370	4 467	3 383
Matériel ²	19 423	316	64	19 675	13 659	657	64	14 252	5 423	5 764
	1 131 068	25 694	1 279	1 155 483	490 493	9 568	64	499 997	655 486	640 575

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2018) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures et matériel incluent 27,0 millions de dollars (15,8 millions au 31 mars 2018) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
		30 septembre 2018	2017	30 septembre 2018	2017
Biens et services	58 331	13 262	16 251	26 022	30 843
Salaires et avantages sociaux	44 642	11 425	10 720	22 589	21 546
Amortissement	18 937	4 787	4 474	9 568	8 947
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 710	2 438	2 170	4 848	4 550
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	60	4	957	4
	131 620	31 972	33 619	63 984	65 890

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 30 septembre 2018, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,2 million de dollars (2,7 millions au 30 septembre 2017).

8. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2018	2017	30 septembre 2018	2017
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹				
Montant reçu durant la période	16 935	15 717	32 924	31 606
	16 935	15 717	32 924	31 606
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²				
Montant reçu durant la période	14 050	9 087	21 310	12 840
	14 050	9 087	21 310	12 840
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	30 985	24 804	54 234	44 446

1. En date du 30 septembre 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 68,1 millions et 67,6 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 septembre 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 40,3 millions et 24,3 millions de dollars respectivement.